

FINO) ainsi que d'organisations gouvernementales continentales comme l'Union européenne, et le monde des scientifiques et des experts réunis dans les multiples organismes internationaux professionnels tels que l'International Water Resources Association, l'International Water Services Association, l'International Rivers Organisation Association, l'International Association on Water Quality, l'Office international de l'eau, le Conseil de concertation sur l'eau potable et l'assainissement. Il a été, pour cela, efficacement aidé et soutenu par la partie de la technocratie internationale et nationale constituant, par définition, son allié «naturel». Je parle de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC.

En Europe, il n'y a plus de pays — à l'exception de la Suisse en ce qui concerne uniquement les services de distribution de l'eau — qui ait résisté à la vague de privatisation sous l'une ou l'autre forme mentionnée. Même si des membres de certains gouvernements, comme ceux des Pays-Bas et de l'Allemagne, continuent à déclarer leur opposition à la privatisation de l'eau, celle-ci se répand dans leur pays ne fut-ce qu'au niveau des villes et des régions, souvent responsables en exclusivité des services d'eau. Fait étonnant, le pays du monde occidental où la privatisation n'a pas encore progressé aussi rapidement et de manière étendue qu'ailleurs, ce sont les États-Unis.

Cependant, d'après la banque suisse privée Pictet, qui a lancé en janvier 2000 le premier fonds international d'investissement axé sur 80 valeurs boursières d'entreprises actives dans le secteur de l'eau, la privatisation est destinée à se développer aux États-Unis, où la banque prévoit un taux de privatisation dépassant les 30 % des particuliers servis par le privé à l'horizon 2015, contre les 9 % actuels.

Les «nouveaux conquérants» n'ont pas oublié le monde des ONG et, à travers lui, la société civile, qui a joué, ces dernières années, un rôle plus actif et exigeant concernant les droits des consommateurs et la participation des citoyens. L'existence d'un nombre important d'ONG, qui se sont développées dans les années 1980 et 1990 autour des organisations des Nations unies, en particulier en ce qui concerne l'eau, autour du PNUD, du PNUE, de la FAO, de l'OMS, de l'Unesco et de la Banque mondiale, a facilité la tâche des nouveaux conquérants.

La très grande majorité de ces ONG doit son existence au financement octroyé par les grandes organisations publiques internationales. Dans de très nombreux cas, une partie de leur activité a pu être réalisée grâce aussi au soutien financier des entreprises multinationales privées par le biais notamment du sponsoring. Forcément, la culture politique de ces ONG — bien que militante pour la lutte contre la pauvreté, le sous- et le mal-développement, les inégalités sociales et les exclusions, la destruction de l'environnement — reste une culture imprégnée par le réformisme à l'intérieur du système.

Ainsi le monde de l'entreprise n'a-t-il pas eu de grosses difficultés à faire accepter par ces ONG le principe du credo mondial de l'eau, en particulier par exemple, l'importance de la gestion déléguée sur la base du PPP («partenariat privé-public»). Dès lors, les ONG en considération ont adhéré à l'idée que la solution aux problèmes de l'eau passe par le dialogue entre public et privé. A chaque grand rendez-vous mondial sur l'eau, elles se sont fait promotrices convaincues du dialogue contribuant ainsi à reléguer en marge du système, voire en dehors du système, les approches des autres ONG qui défendent l'eau en tant que bien commun public et la gestion publique des services d'eau, et qui ne considèrent pas comme positif un dialogue avec le monde du capital privé où, par définition, le dialogue est possible uniquement si l'on accepte le traitement de l'eau en tant que bien marchand et, par conséquent, la plausibilité et la légitimité de la gestion privée de l'eau.

Bref, le Forum mondial de l'eau, les entreprises multinationales de l'eau, les organisations des Na-



Partout des résistances à la marchandisation et à la privatisation de l'eau se font de plus en plus fréquentes et massives. Dans plusieurs cas, la marche de la conquête a été arrêtée, notamment dans plusieurs régions de l'Inde. REUTERS

sur un vaste réseau d'ONG qui prouvent et diffusent les principes sous-jacents à la nouvelle conquête de l'eau. Ils peuvent ainsi se vanter d'être étroitement liés à la société civile et à son écoute. Très belle réussite, en vérité, sur le plan de l'image et de la communication.

Enfin, pour éviter que les principes inspirateurs et les instruments d'application de la politique mondiale de l'eau ne se perdent dans mille rivières, les représentants des quatre groupes majeurs qui composent les conquérants ont mis en place fin 2001 un système d'évaluation des politiques de l'eau, le World Water Assessment Program (WWAP) sous la coordination de l'Unesco. Le WWAP permettra de maintenir un pouvoir d'orientation, de contrôle et de «correction» sur la politique de l'eau afin que celle-ci se développe dans le cadre établi et conformément aux objectifs fixés.

La boucle est bouclée: de la vision (Conseil mondial de l'eau, CME) à l'évaluation (WWAP), en passant par l'opérationnalisation (Global Water Partnership, GWP), l'orchestration cérémoniale politique (le Forum mondial de l'eau), le soutien de la société civile réformatrice (les ONG du dialogue), le rapport mondial triennuel (assurant la maîtrise des données statistiques et des analyses), et les moments de production culturelle et symbolique, voire «ludique» (le 22 mars en tant que Journée mondiale de l'eau, les festivals de l'eau, en particulier celui de Stockholm, etc.), tout a été mis en place progressivement.

Dans ce cadre, les réseaux de liens «personnels» établis entre les membres influents des quatre groupes sont particulièrement denses. On ne peut échapper à l'envie d'en mentionner quelques-uns à

titre d'exemple: l'ancienne directrice générale de l'Agence canadienne pour la coopération internationale (organisme public intergouvernemental), membre du GWP depuis sa création (organisme privé international) est devenue en 2001 présidente du GWP. La même année elle a été nommée présidente du Conseil scientifique international de la multinationale privée de l'eau Suez. Le coordinateur principal de la politique de l'eau à la Banque mondiale a été président de l'International Water Resources Association (organisation scientifique et professionnelle privée). Il a été nommé vice-président du Conseil mondial de l'eau et fait partie du Comité exécutif du

document «stratégique» de la BM en matière d'eau, le Water Resources Sector Strategy, ci-dessus cité. Enfin, le vice-président de la Banque mondiale en charge des questions d'environnement, considéré comme l'un des principaux promoteurs de la politique mondiale de l'eau, a été nommé président du GWP lors de sa fondation et président de la Commission mondiale de l'eau pour le XXI^e siècle.

Une oligarchie mondiale de l'eau s'est donc constituée au cours des vingt dernières années. Il serait erroné de crier à la conspiration. Il n'y a pas eu, ni n'existe actuellement aucune conspiration dans les phénomènes décrits. Ce qui est, en revanche, évident, c'est que l'oligarchie mondiale de l'eau croit dans l'eau en tant que bien marchand. Elle croit dans l'évangile de la compétitivité. Elle est nourrie par un esprit de conquête. Pour elle, la planète Terre est un patrimoine formidable de ressources naturelles à «conquérir» par les meilleurs car, seulement de cette manière, croit-elle, la richesse et le bien-être «du monde» peuvent être assurés et augmentés.

Fort heureusement, l'oligarchie mondiale de l'eau n'est pas la seule à s'occuper de l'eau. Partout des résistances à la marchandisation et à la privatisation de l'eau se font de plus en plus fréquentes et massives. Dans plusieurs cas, la marche de la conquête a été arrêtée comme à Cochabamba (Bolivie), à Montréal, Vancouver et à Moncton (Canada), à New Orleans (États-Unis), dans plusieurs régions de l'Inde, en Belgique, dans plusieurs communes de France qui sont revenues à la gestion publique des services d'eau en régie, au Costa Rica, en Afrique du Sud. Les batailles continuent et se multiplient aux Philippines, Sénégal, Mali, en Allemagne, au Brésil, en Argentine, au Burkina-Faso, au Ghana, en Italie (où l'eau a été littéralement vendue à la logique capitaliste car depuis 2002 la gestion des services d'eau en régie directe est interdite par la loi. Les services d'eau doivent être désormais zérés par des entreprises anonymes, quelle que soit la nature du capital).

Au deuxième Forum mondial social de Porto Alegre, la Coalition mondiale contre la privatisation et la marchandisation de l'eau est née. Elle a été portée formellement aux fonts baptismaux le 23 mai de cette année à Créteil par les représentants d'une trentaine d'organisations venant de la Malaisie, de l'Inde, du Ghana, du Maroc, de la France, de l'Italie, de la Suisse, de l'Espagne, du Canada, des États-Unis, du Brésil, de la Bolivie, de l'Argentine, de l'Équateur, du Chili. Le devenir de l'eau et du droit à la

L'oligarchie mondiale de l'eau croit dans l'eau en tant que bien marchand. Elle croit dans l'évangile de la compétitivité.